

Un relais pour rendre toutes les oreilles attentives

Réactions L'élection de Manfred Bühler, président de la section bernoise de l'UDC, permet au Grand Chasseral et à la partie francophone du canton d'être représentée au Conseil national. Un intermédiaire bienvenu pour faire siffler d'autres oreilles.

Emile Perrin

L'élection de Manfred Bühler au Conseil national est accueillie avec soulagement dans diverses sphères du monde civil de la région. Même si tout ne reposera pas sur ses seules épaules, les attentes seront grandes pour le seul élu francophone du canton. En observateurs avisés, Virginie Borel, Martin Kohli, Patrick Linder et Patrick Domon livrent leur ressenti sous les prismes du bilinguisme, de l'agriculture, de l'économie et de la culture.

Virginie Borel, bilinguisme

«L'élection de Manfred Bühler constitue un soulagement et correspond à ce à quoi nous pouvions nous attendre. Mais c'est le «minimum légal», entame Virginie Borel. La directrice du Forum du bilinguisme se projette déjà sur les prochaines échéances de ce type et les interrogations qui vont avec. «L'histoire se répète à chaque législature, mais les 100'000 francophones du canton de Berne ne sont toujours pas équitablement représentés, car ils devraient avoir droit à 2,4 sièges. C'est comme si l'on disait aux Neuchâtelois qu'ils disposent d'un siège de moins que légalement garanti à chaque élection fédérale.»

Avec de plus nombreux élus sensibles à notre cause, il sera plus aisé de négocier. Les oreilles seront plus ouvertes.



Martin Kohli
Président de la Chambre d'agriculture du Jura bernois

Dès lors, le cycle quadriennal qui s'ouvre doit permettre de trouver des solutions pour corriger le tir. «La question ne se résume pas à une faible participation dans le Jura bernois ou à Bienne. La francophonie est minoritaire dans le canton, mais également au niveau national. Notre campagne «bi-



La «solitude» de Manfred Bühler pour représenter la partie francophone du canton interpellée.

Keystone

lingue», celle de Jura bernois. Bienne pour inciter la population à voter doit trouver un prolongement. Dans un grand canton, quand une région vote moins, elle a besoin de candidats extrêmement forts pour qu'ils soient élus. Ce n'est pas une question de qualité, il est plus facile d'être visible dans un espace plus restreint.» Parmi les pistes à suivre, Virginie Borel avance une prise de conscience générale. «Le Canton profite de son aspect bilingue pour son rayonnement national. Tous les Bernois doivent en prendre conscience», argumente-t-elle.

La désormais absence d'élu(e) biennois(e) a également de quoi interpellé. «Le fait que la deuxième ville du canton ne soit plus représentée interroge en termes d'équilibre. La francophonie, comme la représentativité féminine, soulève la question de la diversité», ajoute encore Virginie Borel.

Martin Kohli, agriculture

C'est un Martin Kohli réjouit à plusieurs titres qui analyse le verdict sorti des urnes ce dimanche. «Au niveau cantonal, je suis satisfait parce que les milieux agricoles sont très bien représentés», livre le président

de la Chambre d'agriculture du Jura bernois (CAJB) en référence, notamment, aux nouveaux élus bernois de l'UDC (Katja Riem, Thomas Knutti et Ernst Wandfluh) qui remplacent les sortants Andreas Aebi et Erich von Siebenthal. «Par ailleurs, Manfred Bühler, logiquement élu, est proche de notre cause. Nous pouvons nous appuyer sur lui», continue Martin Kohli, qui tempère un tantinet avec l'insuccès des agriculteurs de la région, Markus Gerber en tête.

Le constat global demeure néanmoins largement positif. «Du côté de Zurich, Martin Hübscher, président du conseil d'administration de Mooh (réd: association qui regroupe 3800 producteurs de lait) a été élu. A l'inverse, certains défenseurs de l'écologie, qui sont très loin de la réalité et prônent des mesures contre-productives, n'ont pas été reconduits», souligne Martin Kohli, dont on devine un petit sourire entendu, à l'adresse de la Verte zurichoise Meret Schneider par exemple.

Mais le citoyen de Perrefitte n'oublie pas les défis que les élus devront relever. «Les enjeux sous la Coupole sont toujours colossaux. On accuse toujours le monde paysan de tous les maux, principalement ceux liés à la biodiversité», indique-t-

il. «On veut aussi réduire le budget destiné à l'agriculture. Avec de plus nombreux élus sensibles à notre cause, il sera plus aisé de négocier. Les oreilles seront plus ouvertes.»

Patrick Linder, économie

Le Grand Chasseral tient son représentant sous la Coupole, un constat qui réjouit également Patrick Linder. «C'est la confirmation de ce qui devait être atteint, le minimum attendu», indique le directeur de la Chambre d'économie publique (CEP) du Jura bernois. «En tant que représentant issu de la région, il est cohérent que Manfred Bühler soit sollicité à ce titre. Il faut ainsi compter sur son oreille attentive, notamment pour relayer les besoins de l'économie. Il serait toutefois souhaitable pour qu'il ne soit pas seul à porter ce fardeau et que la représentation régionale soit à terme amplifiée.»

Comprenez par là que la faible participation enregistrée dans la région constitue «une petite déception», pour Patrick Linder. «L'amélioration par rapport à 2019 reste modeste compte tenu des efforts engagés. Il subsiste un potentiel de progrès important et la dyna-

mique Grand Chasseral offre de nouvelles perspectives à ce sujet. Il faudra continuer à battre le pavé pour un effet positif lors des élections de 2027.»

Mais revenons-en à l'économie. «Au même titre que l'écologie, elle ne doit pas être l'apanage d'un seul parti», reprend le directeur de la CEP. «Nous attendons que l'ensemble des nouveaux élus soient attentifs aux problématiques économiques, spécialement dans la dimension industrielle. Une sensibilité aux considérations des acteurs de terrains ou une attention aux attentes des forces confrontées dans le quotidien à des défis pouvant être résolu dans le cadre politique sont nécessaires. Les défis de l'industrie du Grand Chasseral sont constants ces dernières années. A titre d'exemple, les relations avec l'espace européen, qui demeure le premier partenaire économique de la Suisse, demandent un soin particulier avec comme seuil minimal le renouvellement des accords bilatéraux en vigueur.»

Les politiques auront également un rôle clé à jouer sous d'autres prismes. «Les effets de la force du franc restent une entrave pour l'industrie de notre région. Trouver des talents et des compétences pour ce domaine d'activité s'im-

pose comme un challenge récurrent. Face à sa chronicité, il semble impératif qu'un regard politique lui soit consacré», ajoute Patrick Linder.

Patrick Domon, culture

«Au-delà du secteur dans lequel on évolue, cela ne peut être que bénéfique d'avoir un représentant de la région au Conseil national», relève Patrick Domon, vice-président de la Faïtière culturelle du Jura bernois. Comme nos autres interlocuteurs, celui qui est également animateur et médiateur au Centre de culture et de loisirs de Saint-Imier, est interpellé par le manque d'assiduité de l'électorat de nos contrées. «Cela ne changerait pas réellement les tendances», reprend Patrick Domon.

Au niveau plus particulièrement régional, le secteur de la culture est plus étroitement lié à d'autres instances politiques que le Conseil national. «Notre premier lien se situe au niveau du Conseil du Jura bernois (CJB), dont on attend qu'il serve de relais à des niveaux plus élevés dans les classes politiques quand cela est nécessaire», confirme l'Imérien. «L'attention et les enjeux sont plus grands lors d'élections au CJB.»